



REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DU PLAN ET DE LA COOPERATION

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA DEMOGRAPHIE

SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DU SENEGAL 2017-2018

Juillet 2020

Directeur Général, Directeur de publication
Babacar NDIR

Directeur Général Adjoint	Allé Nar DIOP
Directeur des Statistiques Economiques et de la Comptabilité Nationale	Mbaye FAYE
Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales	Papa Ibrahima Silmang SENE
Directeur du Management de l'Information Statistique (p.i.)	Allé Nar DIOP
Directeur de l'Administration Générale et des Ressources Humaines (p.i.)	Ouleye K. SOW DIOP
Agent Comptable Particulier (ACP)	Papa Amadou Moustapha NIANG
Chef de la Cellule de Programmation, d'Harmonisation, de Coordination Statistique et de Coopération Internationale	Mam Siga NDIAYE

COMITE DE LECTURE ET DE CORRECTION

Assane THIOUNE, Saliou MBENGUE, Séckène SENE, Mamadou BAH, El Hadji Malick GUEYE, Mamadou Ngalgou KANE, Macoumba DIOUF, Jean Pierre Diamane BAHOU, Samba NDIAYE, Insa SADIO, Mamadou AMOUZOU, Momath CISSE, Mamadou BAH, Alain François DIATTA, Ndeye Binta DIEME COLY, Awa CISSOKHO, Bintou DIACK, Nalar K. Serge MANEL, Ramlatou DIALLO, Djiby DIOP, Omar SENE, Mamadou BALDE, Jean Paul DIAGNE, Woudou DEME KEITA, Oumy DIOP, Mamadou DAFFE.

COMITE DE REDACTION

0. PRESENTATION DU PAYS	Djiby DIOP
1. ETAT ET STRUCTURE DE LA POPULATION	Maguette SARR / Khady BA
2. MIGRATION	Awa CISSOKO
3. EDUCATION ET FORMATION	Alioune TAMBOURA / Fatimatou SY
4. EMPLOI	Tidiane CAMARA /Serge MANEL
5. SANTE	Amy Collé CISSE
6. JUSTICE	Maguette SARR
7. ASSISTANCE SOCIALE	Fatimatou SY /Alioune TAMBOURA
8. EAU ET ASSAINISSEMENT	Ndeye Binta DIEME
9. AGRICULTURE	Kandé CISSE
10. ENVIRONNEMENT	Mouhamadou Bassirou DIOUF
11. ELEVAGE	Hamady DIALLO/ Kandé CISSE
12. PECHE MARITIME	Khadim SOURANG/ Mouhamadou Bassirou DIOUF
13. TRANSPORT	Jean Paul DIAGNE
14. TOURISME	Ousmane DIOUF/Manga NDIAYE
15. BTP	Bintou Diack LY/ Penda AMAR
16. INSTITUTIONS FINANCIERES	Malick DIOP/Papa Mamadou N'DIAYE
17. COMMERCE EXTERIEUR	El Hadj Omar SENHOR
18. COMPTES ECONOMIQUES	Adama SECK & Adja Aby SAMBE
19. PRIX A LA CONSOMMATION	Baba NDIAYE/El Malick CISSE
20. INDICE DU COUT A LA CONSTRUCTION	Mor LÔ
21. PRIX DES SERVICES	Muhamed NDIAYE
22. FINANCES PUBLIQUES	Ndèye Seynabou SARR/ Madiaw DIBO
23. ENERGIE, MINES ET CARRIERES	Wouddou Dème Keïta/Abdou Aziz DIOUF
24. PRODUCTION INDUSTRIELLE	Mamadou THIOUB/Ramlatou DIALLO

AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

Rocade Fann Bel-air Cerf-volant - Dakar. B.P. 116 Dakar R.P. - Sénégal

Téléphone (221) 33 869 21 39 / 33 869 21 60 - Fax (221) 33 824 36 15

Site web : www.ansd.sn ; Email: statsenegal@ansd.sn

Distribution : Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers

ISSN 0850-1491

Introduction

L'environnement économique international est marqué, en 2018, par un ralentissement du taux de croissance qui s'établit à 3,6%, après 3,8% en 2017. Ce repli de l'activité économique mondiale serait une conséquence de l'escalade des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, les tensions géopolitiques au Moyen-Orient, les tensions macroéconomiques en Argentine et en Turquie. De plus, les perturbations du secteur de l'automobile en Allemagne, le durcissement de la politique du crédit en Chine, le resserrement des conditions financières ainsi que les incertitudes liées à la mise en œuvre du Brexit⁵⁵ ont eu des impacts négatifs. Par ailleurs, l'inflation mondiale s'est accrue, passant de 3,2% en 2017 à 3,6% en 2018, sous l'effet du renchérissement des produits énergétiques.

Au niveau de la zone UEMOA, la croissance économique s'est maintenue à 6,6% en 2018 soutenue par les bonnes campagnes agricoles réalisées grâce aux conditions climatiques favorables et la consolidation des investissements. Au titre des prix, l'inflation s'est située à 1,2% en 2018 dans l'ensemble de l'économie sous régionale, après 1,1% en 2017.

Sur le plan interne, l'année 2018 est marquée par la fin de la mise en œuvre du premier Plan d'Actions prioritaires (PAP I) du Plan Sénégal Emergent (PSE) et un hivernage déficitaire dans certaines zones du pays, en raison de la pause pluviométrique en dépit des fortes pluies au démarrage. Dans ce contexte, le taux de croissance économique du Sénégal est ressorti à 6,4% en 2018, après 7,4% en 2017. Ce résultat est imputable au maintien du dynamisme du secteur secondaire (+7,5%) et à la progression de 7,9% du secteur primaire et de 5,3% du secteur tertiaire. Ces deux derniers secteurs

⁵⁵ Appellation du retrait de la Grande Bretagne de l'Union Européenne (Abrégé de l'anglais British Exit).

sont en décélération par rapport à l'année précédente où ils avaient affiché des taux de croissance de 11,5% et 5,8%, respectivement.

Du côté de la demande, les emplois du PIB sont caractérisés par une progression de la consommation finale de 4,2%, de la Formation brute de Capital fixe (FBCF) de 8,4%.

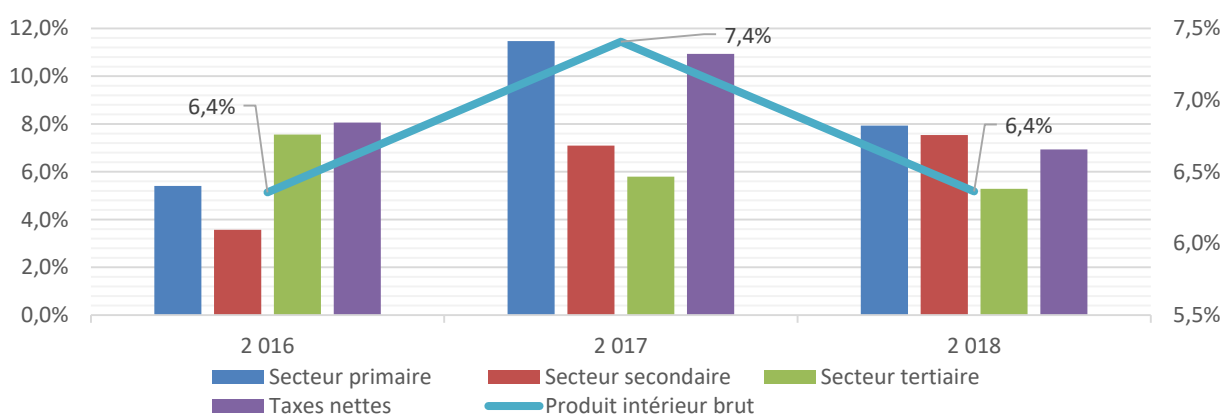
Ce chapitre, outre l'analyse des évolutions des principaux agrégats macroéconomiques, passe en revue les évolutions des ressources et celles des emplois du PIB.

XIX.1. EVOLUTION DES AGREGATS MACROECONOMIQUES

La croissance économique est ressortie à 6,4% en 2018, après avoir atteint 7,4% en 2017, soit un ralentissement d'un point de croissance.

Ainsi, le **Produit intérieur brut** (PIB) en volume s'est établi à 12 633 milliards de FCFA en 2018 contre 11 877 milliards en 2017. Ce dynamisme est attribuable aux performances de tous les secteurs d'activité, malgré un ralentissement des secteurs primaire et tertiaire. En effet, le secteur primaire enregistre une croissance de 7,9% en 2018, après 11,5% en 2017 ; le secteur secondaire réalise un regain de croissance de 7,5% en 2018, après un taux de 7,1% en 2017 et celui du tertiaire reste vigoureux en progressant de 5,3% en 2018 contre 5,8% en 2017.

Graphique XIX-1 : Evolution de l'activité économique selon le secteur d'activité

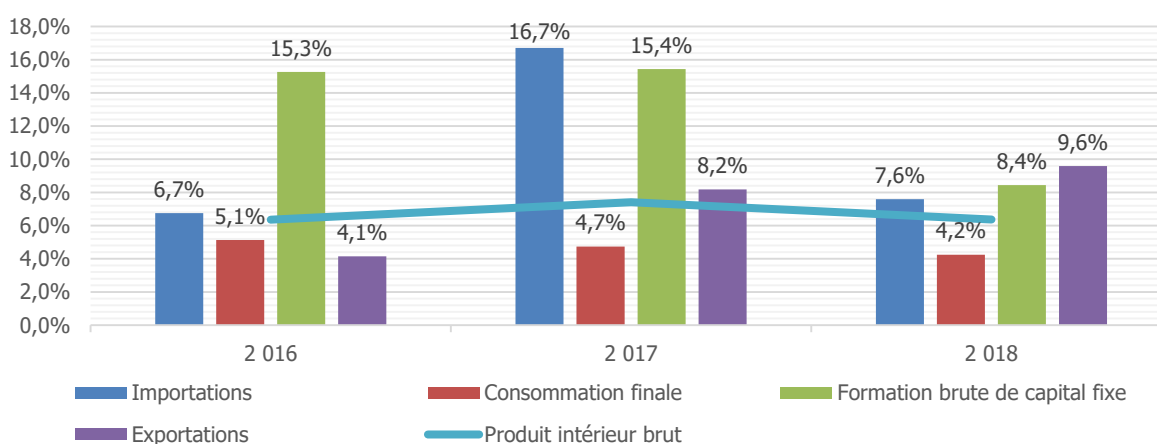


Source : ANSD/comptes nationaux, décembre 2019

Du côté de la demande, la **consommation finale globale** a progressé de 4,2% en volume en 2018, après 4,7% en 2017. Cette décélération est expliquée par l'évolution de la consommation finale des ménages établie à 4,3% en 2018, après 4,9% en 2017 et celle de la consommation finale publique ressortie à 3,9% en 2018 contre 4,1% en 2017.

La **Formation brute de Capital fixe** (FBCF) a progressé de 8,4% en 2018 contre 15,4% en 2017. L'investissement⁵⁶ public enregistre un repli de 3,1% en 2018, sous l'effet de l'achèvement de la première phase du PAP I qui avait porté les investissements publics à des niveaux très élevés avec des progressions en volume de 7,4% en 2017, 18,2% en 2016 et 8,9% en 2015. L'investissement privé a augmenté de 12,4% en 2018, après 18,5% en 2017 et 14,2% en 2016. Au final, le taux de FBCF s'est amélioré de plus de 2 points de pourcentage entre 2016 et 2018, passant de 23,9% en 2016 à 26,0% en 2018 et faisant ainsi de l'investissement, l'un des principaux moteurs de la croissance économique sénégalaise.

Graphique XIX-2 : Evolution des composantes du PIB en volume selon l'optique demande



Source : ANSD/comptes nationaux, décembre 2019

Les **échanges extérieurs** ont été marqués par la progression accrue des **exportations** en valeur qui sont rehaussées de 11,1% en 2018, après 9,9% en 2017. Les **importations** en valeur ont évolué moins rapidement en 2018 avec une amélioration de 11,0%, après 18,8% en 2017. Toutefois, compte tenu de leur niveau important, la **balance des biens et services** s'est dégradée en 2018 pour s'établir à -1 870 milliards, contre -1 688 milliards de FCFA en 2017.

Au titre de l'inflation, le **déflateur du PIB** a baissé de 0,5% en 2018, par rapport à 2017, sous l'influence de la consommation finale marchande des ménages qui représente la plus grande composante du PIB et qui a également connu une contraction des prix de 0,4% en 2018. Toutefois, le prix à la consommation finale globale a évolué de 0,1% sous l'effet de la hausse des prix à la consommation non marchande publique (2,9%). La FBCF a enregistré également un fléchissement des prix en 2018 de 1,6%, notamment par le biais de la dépréciation de sa composante privée (- 2,1%).

⁵⁶ Approché par la FBCF.

Tableau XIX-1 : Principaux agrégats économiques

Agrégats (milliards de FCFA)	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018
PIB au prix du marché	9 775	10 509	11 283	12 192	12 906
Consommation finale	8 700	9 134	9 661	10 245	10 695
Formation brute de capital fixe	2 295	2 419	2 700	3 149	3 361
Exportations de biens et services	2 129	2 383	2 433	2 674	2 970
Importations de biens et services	3 584	3 724	3 672	4 362	4 840
Solde de la balance des biens et services	-1 455	-1 340	-1 240	-1 688	-1 870
Revenu National Disponible Brut (RNDB)	10 558	11 293	12 048	12 993	13 715
PIB en volume (année de référence des prix 2014)	9 775	10 397	11 058	11 877	12 633
Indice des prix à la consommation finale (C. nat)	1,000	1,003	1,009	1,022	1,023
Déflateur du PIB	1,000	1,011	1,020	1,026	1,022
Indice des prix à l'importation (C. nat)	1,000	0,964	0,891	0,907	0,935
Indice des prix à l'exportation (C. nat)	1,000	1,024	1,003	1,019	1,033
Termes de l'échange (C. nat)	100,0	106,1	112,6	112,4	110,5
Taux de croissance annuel du PIB		6,4%	6,4%	7,4%	6,4%
Indice des prix à la production (C. nat)	1,000	0,994	0,987	1,001	1,008

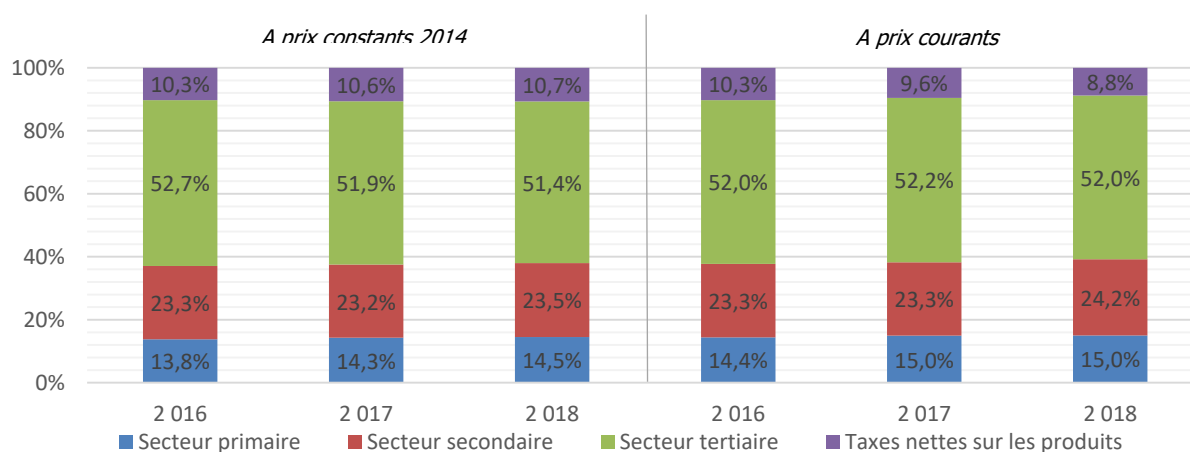
Source : ANSD/comptes nationaux, décembre 2019

En 2018, le **PIB nominal** est évalué à 12 906 milliards de FCFA, contre 12 192 milliards en 2017. Quant au **Revenu national disponible brut (RNDB)**, il est passé de 12 048 milliards de FCFA en 2016 à 12 993 milliards en 2017 puis s'est établi à 13 715 milliards en 2018. Avec une évolution du RNDB en moyenne annuelle de 6,7% entre 2016 et 2018 plus rapide que la croissance démographique, le revenu national par tête a augmenté dans le même sillage, passant de 814 088 FCFA en 2016 à 872 145 FCFA en 2018. Par ailleurs, le **taux d'épargne intérieure** s'est bonifié en passant de 14,4% en 2016 à 16,2% en 2017 puis à 17,1% en 2018.

XIX.2. EVOLUTION DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS DU PIB

XIX.2.1. EVOLUTION DES RESSOURCES DU PIB

L'économie sénégalaise est dominée par le secteur tertiaire qui représente 52,0% du PIB en 2018 en valeur contre 24,2% pour le secondaire et 15,0% pour le secteur primaire, la part des taxes nettes des subventions s'élevant à 8,8%.

Graphique XIX-3 : Evolution de la structure du PIB en ressources


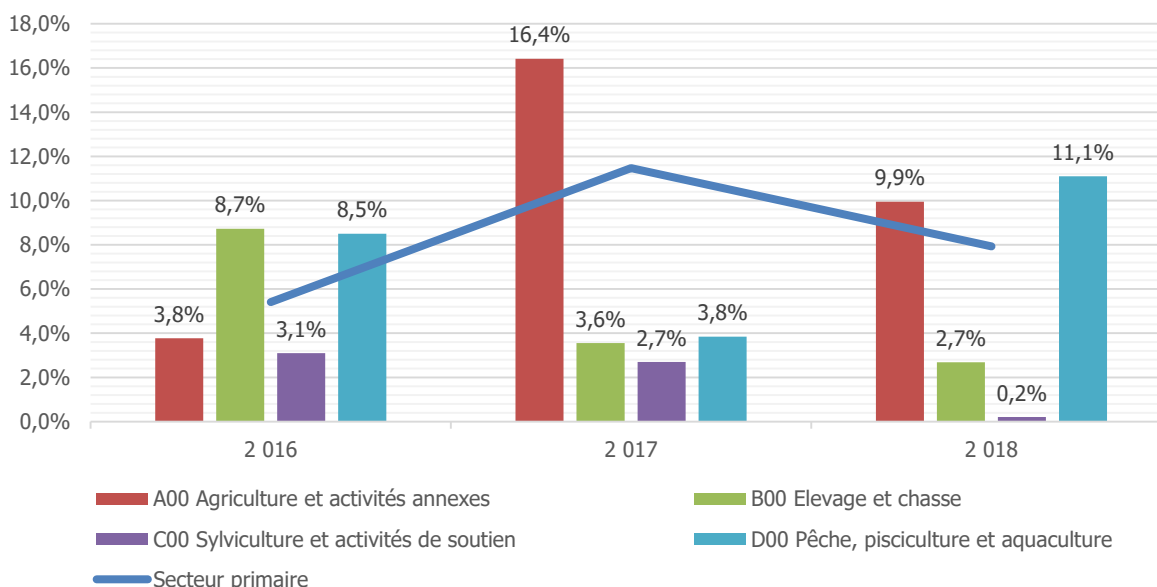
Source : ANSD/comptes nationaux, décembre 2019

Le **secteur primaire** a réalisé une croissance de 11,5% en 2017 puis de 7,9% en 2018, après une progression de 5,4% en 2016. Il contribue à la croissance économique à hauteur de 1,6 point en 2017 et 1,1 point en 2018, contre 0,8 point en 2016.

La performance réalisée en 2017 par le secteur primaire peut être attribuée à la hausse de 16,4% de la valeur ajoutée de la branche « Agriculture et activités connexes », en liaison avec la bonne campagne agricole marquée par la bonne pluviométrie, l’augmentation des surfaces emblavées et la fin de la première phase du PRACAS (2014-2017). A cet égard, il a été relevé de fortes augmentations de la production d’arachide, de céréales, de pomme de terre, de manioc et de patate douce.

En revanche, les branches « Elevage et chasse » (+3,6%, après +8,7% en 2016), « Sylviculture et activités de soutien (+2,7%, après +3,1% en 2016) et « Pêche, pisciculture et aquaculture » (+3,8%, après +8,5% en 2016) ont connu des performances moindres en 2017, comparées à 2016. En particulier, la pêche artisanale a rencontré des difficultés dans la région de Saint-Louis où les pêcheurs ont été confrontés au durcissement de la législation mauritanienne en termes de délivrance des licences de pêche.

Graphique XIX-4 : Evolution de l’activité économique dans le secteur primaire



Source : ANSD/comptes nationaux, décembre 2019

En 2018, la branche « Agriculture et activités connexes » a connu un ralentissement avec une progression en volume de 9,9%, en raison de la pause pluviométrique. En

outre, les fortes croissances des principales spéculations en 2017 avaient déjà porté leurs productions à des niveaux élevés.

La reprise de l'activité « Pêche, pisciculture et aquaculture » avec une croissance de 11,1% en 2018 reconforte la bonne dynamique du secteur primaire, grâce à la bonne tenue de la pêche industrielle (+15,4%) et de la pêche artisanale (+15,6%) en liaison avec les accords de pêche signés avec la Mauritanie, après les tensions relevées durant les années précédentes.

Le **secteur secondaire** a connu une hausse de sa valeur ajoutée en volume de 7,1% en 2017, après 3,6% en 2016, soit une contribution de 1,7 point à la croissance du PIB. Cette tendance s'est poursuivie en 2018 et s'est matérialisée par une augmentation de 7,5% en volume et une contribution à hauteur de 1,7 point à la croissance.

Le dynamisme enclenché en 2017 s'explique, entre autres, par la bonne tenue de la construction (+15,9%), des activités extractives (+12,6%), manufacturières (+7,8%), de distribution d'eau, d'assainissement et du traitement des déchets (+7,6%), de production d'électricité (+6,7%), des industries de matériaux de construction (+6,4%). En revanche, un ralentissement est constaté au niveau des branches d'activité : « Raffinage du pétrole et cokéfaction » (+1,2%), « Fabrication de produits agro-alimentaires » (+3,2%) et « Fabrications de produits chimiques de base » (+4,4%).

En 2017, le regain de croissance de 15,9% de la construction est imputable à la construction de bâtiments (+12%), au génie civil (+24,4%) et aux travaux spécialisés (+9,7%).

Tableau XIX-2 : Evolution de l'activité économique dans le secteur secondaire

En %	Croissance de la valeur ajoutée		Contribution à la croissance du PIB	
	2 017	2 018	2 017	2 018
ACTIVITES EXTRACTIVES	12,6%	18,7%	0,2%	0,4%
FABRICATION DE PRODUITS AGRO ALIMENTAIRES	3,2%	6,1%	0,3%	0,5%
RAFFINAGE DU PETROLE ET COKEFACTION	1,2%	-9,1%	0,0%	0,0%
FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES DE BASE	4,4%	17,2%	0,0%	0,1%
FABRICATION DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION	6,4%	3,1%	0,1%	0,0%
FABRICATION D'AUTRES PRODUITS MANUFACTURIERS	7,8%	6,3%	0,5%	0,4%
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET D.	6,7%	6,0%	0,1%	0,1%
DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINIS. ET TRAIT. DES DECHETS	7,6%	3,3%	0,1%	0,0%
CONSTRUCTION	15,9%	11,5%	0,4%	0,3%

Source : ANSD/comptes nationaux, décembre 2019

Le regain de croissance du secteur secondaire est soutenu en 2018 par les performances des activités extractives (+18,7%), de fabrication de produits chimiques de base (+17,2%), de construction (+11,5%), des industries agroalimentaires (+6,1%), des autres industries manufacturières (+6,3%) et de production et distribution d'électricité (+6,0%). Le dynamisme du secteur secondaire est toutefois ralenti par les activités de raffinage et de cokéfaction dont la valeur ajoutée s'est contractée en 2018 de 9,1% en volume.

Le **secteur tertiaire** a connu une décélération de sa valeur ajoutée en 2017, avec une progression en volume de 5,8%, après 7,6% en 2016, soit une contribution de 3,1 points à la croissance du PIB. Il a poursuivi sa tendance à la baisse en 2018 avec une évolution de 5,3% en volume et une contribution à hauteur de 2,7 points à la croissance.

Cette décélération de la croissance est essentiellement imputable en 2017 au ralentissement des activités spécialisées, scientifiques, techniques (+2,2%, contre +36,8% en 2016). De même, elle est accentuée par la baisse du rythme d'évolution des activités d'Administration publique (+5,0%, contre +10,7% en 2016) et des activités artistiques, culturelles, sportives et récréatives (+7,5%, contre +15,9% en 2016).

Nonobstant ces décélérations, l'évolution du secteur tertiaire a été caractérisée par la reprise de la branche d'activité Information et communication (+8,3%, après +0,1% en 2016), la relance des activités financières et d'assurance (+10,8%, après +2,6% en 2016) et le maintien de la vigueur du commerce (+8,5%, après +6,0% en 2016) et des transports (+7,6%, après +4,7% en 2016).

Tableau XIX-3 : Evolution de l'activité économique dans le secteur tertiaire

En %	Croissance de la valeur ajoutée		Contribution à la croissance du PIB	
	2 017	2 018	2 017	2 018
COMMERCE	8,5%	6,8%	1,1%	0,9%
TRANSPORTS	7,6%	3,5%	0,3%	0,1%
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	6,2%	0,3%	0,1%	0,0%
INFORMATION ET COMMUNICATION	8,3%	-0,8%	0,4%	0,0%
ACTIVITES FINANCIERES ET D'ASSURANCE	10,8%	8,7%	0,2%	0,2%
ACTIVITES IMMOBILIERES	3,7%	4,4%	0,3%	0,4%
ACTIVITES SPECIALISEES, SCIENTIFIQUES, TECHNIQUES	2,2%	7,0%	0,1%	0,3%
ACTIVITES DE SERVICES DE SOUTIEN ET DE BUREAU	4,2%	8,3%	0,1%	0,1%
ACTIVITES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	5,0%	7,8%	0,3%	0,4%
ENSEIGNEMENT	2,1%	4,2%	0,1%	0,2%
ACTIVITES POUR LA SANTÉ HUMAINE, ACTION SOCIALE	2,4%	7,9%	0,0%	0,1%
ACTIVITÉS ART. CULTU. SPORTIVES ET RECREATIVES	7,5%	5,1%	0,0%	0,0%
ACTIVITES DOMESTIQUES	3,7%	3,6%	0,0%	0,0%
AUTRES ACTIVITES NCA	3,4%	3,3%	0,0%	0,0%

Source : ANSD/comptes nationaux, décembre 2019

Le **secteur tertiaire** a enregistré une décélération de 0,5 point par rapport à 2016, en partie liée à la baisse de la valeur ajoutée des «services de l'information et de télécommunications » (-0,8%). Ces derniers ont été affectés par la chute du chiffre d'affaires de la téléphonie fixe.

En particulier, le maintien de la croissance du secteur est imputable au raffermissement des services financiers (+8,7%), des activités de soutien de bureau (+7,8%), des activités spécialisés, scientifiques et techniques (+7,0%) et à la bonne tenue des activités pour la santé humaine et action sociale (+7,9%) ainsi que celle de l'administration générale (+7,8%).

En ce qui concerne les taxes nettes en volume, elles ont évolué à hauteur de 10,9% en 2017, soit 1,1 point de contribution à la croissance et de 6,9% en 2018, soit 0,7 point de croissance.

XIX.2.2. EVOLUTION DES EMPLOIS DU PIB

Les emplois du PIB ont été marqués, durant l'année 2017, par un accroissement de 4,7% de la consommation finale, après 5,1% l'année antérieure. Cela s'explique par une hausse de la consommation finale privée qui a progressé de 4,9% en 2017 contre 5,3% en 2016. L'évolution de la consommation finale publique, quant à elle, s'est légèrement amoindrie (+4,1% en 2017, après +4,5% en 2016). En 2018, la consommation finale s'est ralentie (4,2%) sous l'effet concomitant de sa composante privée (+4,3%) et de sa composante publique (+3,9%).

De même, l'investissement, approché par la FBCF, a progressé de 15,4% en 2017 contre 15,3% en 2016. Cette légère hausse découle de celle de l'investissement privé (+18,5%, contre +14,2% en 2016) amoindrie par le repli de l'investissement public (+7,4%, après +18,2% en 2016). En 2018, la FBCF a décéléré (8,4%), influencée par la régression de l'investissement public (-3,1%) et le ralentissement de l'investissement privé (+12,4%).

A l'opposé, les **échanges extérieurs** en valeur se sont fortement dégradés avec une balance extérieure de biens et services négative, passant de - 1 239,6 milliards en 2016 à -1 688,0 milliards en 2017. Ce qui, entre autres, fait passer le ratio Solde courant extérieur/PIB de -4,2% à -7,3% en une année. Cette détérioration des échanges extérieurs de biens et services est expliquée par la hausse de 16,7% des importations en volume en 2017, contribuant négativement à la croissance du PIB à hauteur de -6,2 points. Bien que dynamique, avec une évolution de 8,2% en volume,

les exportations n'ont pas pu contrebalancer les effets négatifs des importations, avec une contribution positive de 1,8 point à la croissance. Les échanges extérieurs se sont plus dégradés en 2018 avec un déficit de la balance extérieure de biens et services porté à 1 869,6 milliards de FCFA en valeur.

Tableau XIX-4 : Evolution du PIB en volume selon les emplois

<i>En taux de croissance annuel</i>	2 017	2 018
Consommations intermédiaires	10,1%	6,4%
Consommation finale	4,7%	4,2%
marchande	4,7%	4,2%
non marchande	4,9%	4,3%
publique	4,0%	3,8%
privée	6,0%	5,1%
Formation brute de capital fixe	15,4%	8,4%
publique	7,4%	-3,1%
privée	18,5%	12,4%
Acquisition d'objets de valeur	7,0%	2,3%
Exportations de biens et services	8,2%	9,6%
Importations de biens et services	16,7%	7,6%

Source : ANSD/comptes nationaux, décembre 2019

En ce qui concerne les prix, l'augmentation de 0,6% du déflateur du PIB en 2017 est tirée par le renchérissement de la consommation finale (+1,2%), notamment celle marchande des ménages (+1,3%), celui de la formation brute de capitale fixe (+1,0%) et celui des exportations (+1,6%). Les prix à l'importation ont également augmenté de 1,8% durant la même année.

En 2018, malgré une baisse des prix à la consommation finale marchande des ménages, ceux de la consommation finale globale sont ressortis à 0,1%, tirés à la hausse par ceux des services des administrations publiques (+2,9%). La formation brute de capital fixe a enregistré une baisse des prix (-1,5%). Pour ce qui est des échanges extérieurs de biens et services, les prix ont évolué à la hausse aussi bien pour les importations (+3,1%) que pour les exportations (+1,4%), notamment sous l'effet du relèvement des cours mondiaux du baril de pétrole, tout comme en 2017.

Conclusion

L'économie sénégalaise est marquée par une vigueur de l'activité économique pour les années 2017 et 2018 favorisée par tous les secteurs d'activité qui sont restés dynamiques avec des évolutions supérieures à 5% de la valeur ajoutée. Néanmoins, la croissance a été moins forte en 2018 qu'en 2017.

Du côté de la demande, la croissance est soutenue par la consommation finale qui a un poids prépondérant dans le PIB, la formation brute de capital fixe et les exportations, compte tenu de leur dynamisme. Toutefois, la forte progression des importations, particulièrement en 2017, a alimenté une partie de la demande intérieure, suppléant la production locale et accentuant le déficit commercial du Sénégal.

En ce qui concerne les prix, ils sont relativement stables durant les années 2017 et 2018, malgré le renchérissement des cours mondiaux du pétrole. Le blocage des prix du carburant à la pompe a contribué à atténuer leur impact durant cette période.